

«À la rémunération normale d'un fonctionnaire on ajoute les indemnités qui peuvent doubler la mise.»

**1/2** pays, ce n'est pas évident à vendre à l'étranger. C'est le boulot des diplomates de Wallonie-Bruxelles international.

**En septembre, on va recruter quelques diplomates**

# Diplomate : on engage, un peu

**À l'automne, la Wallonie et Bruxelles vont recruter des diplomates. Mais au compte-gouttes, restrictions obligent.**

• **Albert JALLET**

Ce n'est ça qui va résorber le chômage en Wallonie mais les postes à pourvoir sont à haute valeur ajoutée (lire ci-dessous). À l'automne, Wallonie-Bruxelles international (WBI) va recruter des diplomates.

Via le Selor, c'est une réserve d'une...dizaine de personnes qui sera constituée pour une durée de trois ans. Ce n'est pas beaucoup mais les besoins sont modestes aussi. D'autant plus que les budgets sont plutôt diète que bombance.

Pascale Delcomminette, administratrice générale : «Cet examen doit avoir lieu à l'automne. Ensuite, les candidats auront une formation. D'une part, au siège de WBI et d'autre part sur le terrain en compagnie d'un diplomate en place. Pour

*apprendre son métier.»*

**Mise à plat**

Histoire d'être opérationnel pour la mi-2016. Date à laquelle, WBI va effectuer un mouvement complet de ses diplomates. Qui repartiront ainsi pour un mandat complet de normalement cinq ans.

Mais comme l'explique Pascale Delcomminette : «Nous ne sommes pas en période de vaches grasses et on est plutôt à la chasse au gaspi et à la rationalisation. Nous devons réaliser 10 % d'économies sur trois ans. Alors on remet tout à plat. C'est comme ça que chaque poste diplomatique va être évalué en fonction de différents critères : localisation, visibilité politique, potentiel au niveau culturel, touristique ou économique. Il peut y avoir fermeture à un endroit et ouverture à un autre. Mais tout cela doit se faire en coordination avec les structures existantes d'autres organismes comme l'AWEX (agence à l'exportation),

*l'Apefe (Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger)... Mais il y aura des fermetures de postes, il n'y a pas de tabou.»*

Du pragmatisme avant le symbole : «À Londres, par exemple,

**C'est une réserve d'une...dizaine de personnes qui sera constituée pour une durée de trois ans.**

*nous avons un attaché commercial. Il serait improductif d'ouvrir une maison sur cette place où il y a déjà pléthore d'acteurs internationaux. Par contre, on a affecté une personne qui vient en soutien de l'attaché en matière culturelle ou enseignement.»*

Pragmatisme, c'est le leitmotiv dans une structure qui en a besoin. Communautarisation et régionalisation étant passé par là. On a donc des ambassades toujours fédérales avec de moins en moins de compétences au fil des réformes et des postes développés par les entités fédérées. Bref, il faut éviter les doubles emplois. «On arrive à une certaine maturité institutionnelle. Chacun travaille dans son périmètre et l'information est bien relayée en fonction des compétences. Mais cela reste une question d'hommes et de femmes. Mais les trois quarts du temps, ça se passe bien.» ■

## De Paris à Santiago du Chili

Wallonie-Bruxelles international, c'est 207 personnes à l'administration centrale, 124 agents dans les délégations dont 19 diplomates et 17 postes à l'étranger : France (Paris), Suisse (Genève), Tchéquie (Prague), Canada (Québec),

Tunisie (Tunis), Sénégal (Dakar), Congo (Kinshasa), Vietnam (Hanoi), Allemagne (Berlin), Maroc (Rabat), Pologne (Varsovie), Roumanie (Bucarest), Algérie (Alger), Chili (Santiago du Chili), Chine (Pékin), Pays-Bas (La Haye) et Union Européenne (Bruxelles).

Comme ce sont les matières culturelles qui ont volé de leurs propres ailes les premières, Paris et Québec se sont imposés, historiquement. Il y a eu l'Afrique et puis les bureaux se sont ouverts vers l'est.

Parmi ceux existants, Bucarest et Santiago du Chili risquent de passer à la trappe tandis que la Tchéquie ne compte plus qu'un bureau.

## Question de budget et de rémunération

**L**e budget total de WBI est de 70 millions d'euros dont une dizaine est allouée aux délégations. Et si on veut ventiler : la moitié est consacrée aux salaires et l'autre moitié aux frais de fonctionnement.

C'est bien ce budget de 70 millions qui est mis à la diète avec des économies de 10 % à répartir par tranches sur 3 années.

Comme on ne rabettera pas les rémunérations, il faudra intervenir sur le nombre d'emplois et les frais de fonctionnement.

Combien gagne un diplomate ? Une rémunération de fonctionnaire de niveau A, universitaire, (A4, A5 ou A6 en fonction de son niveau) – de 2 833 € bruts pour un A6 qui débute à 6 500 € bruts pour un A4 avec de l'ancienneté. Montants imposés en Belgique. Il faut y

ajouter des indemnités de poste (mobilité, affectation, représentation passive, représentation active, éloignement, pénibilité, frais de transport), des délais, de retour, d'installation, dans les frais scolaires... Pas imposé. Et là, ça peut grimper.

Au Gerfa (Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative), on estime que l'on peut doubler ainsi la rémunération. Mais attention, tout dépend du pays où vous êtes parachuté et du niveau de vie de ce dernier.

Attention aussi comme on le signale au Gerfa, ces diplomates ne sont en poste que pour des mandats à durée déterminée, un mandat de 5 ans renouvelable une fois et puis après, il faut revenir travailler au siège avant de pouvoir repartir. Bref, on s'inscrit dans la mobilité et l'éloignement. ■ **A.J.**

## Pas facile d'imposer un demi-pays

**A**u niveau international, s'imposer comme l'interlocuteur de la Wallonie et de Bruxelles n'est pas une évidence, parce que ce n'est pas un pays ! Et que c'est tout petit sur la carte du monde. Pascale Delcomminette : « *Tout le monde n'est pas au courant de notre contexte politique. Il faut le faire comprendre à nos interlocuteurs.* » Didier Teller, porte-parole de WBI, illustre cette difficulté avec un exemple bien proche, celui de la France. « *Signer un accord de coopération n'a pas été évident avec la France, par exemple. Il a fallu du temps et de la diplomatie pour qu'un pays aussi centralisateur ne comprenne notre système institutionnel.* » Et que la grande nation française signe un accord avec un demi-petit pays...

Pour en arriver au rôle de Wallonie-Bruxelles International (WBI) : « *L'instrument de la politique internationale menée par la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.* » Dans tous les domaines de compétences. « *Que ce soit au niveau économique, de la coopération directe avec les pays du sud (budget global : 4 millions d'euros), des droits de l'homme, de la culture, de la santé et des affaires sociales, de l'environnement, des échanges de jeunes (via le BIJ, Bureau international Jeunesse et son budget de 3 millions d'euros), de l'enseignement et de la formation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (budget 3,3 millions).* » ■ **A.J.**